

F. 2002 — 4058

[2002/29558]

4 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création des commissions paritaires des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, notamment l'article 101, § 1^{er};

Vu la consultation de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés reconnu par le Gouvernement et des groupements du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités et de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi précitée;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juillet 2002.

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 11 juillet 2002;

Vu le protocole de négociation du Comité des services publics provinciaux et locaux-secteur II, du 18 juillet 2002;

Vu l'urgence motivée par le fait que le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés est entré en vigueur le 1^{er} mars 2002;

Considérant que l'article 101, § 1^{er}, du décret du 31 janvier 2002 précité charge le Gouvernement d'instituer une Commission paritaire centrale et des commissions paritaires locales pour les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

Considérant la nécessité d'instituer dans les plus brefs délais lesdites Commissions paritaires afin de permettre aux dispositions statutaires contenues dans le décret du 31 janvier 2002 précité et qui impliquent l'intervention de ces Commissions paritaires de sortir leur plein effet;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 24 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions et du Ministre ayant les centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — De la commission paritaire centrale

Article 1^{er}. Il est institué une Commission paritaire centrale des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, ci-après dénommée « la Commission paritaire centrale », dont la compétence s'étend à tous les centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.

Art. 2. La Commission paritaire centrale exerce les compétences qui lui sont attribuées aux articles 24, alinéa 1^{er}, et 107 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés.

Art. 3. La Commission paritaire centrale est constituée comme suit :

1^o six membres effectifs et six membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

2^o six membres effectifs et six membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

3^o un président et un vice-président;

4^o un référendaire dont la mission est de conseiller la commission;

5^o un secrétaire et un secrétaire adjoint, choisis parmi les agents du Ministère.

Les représentants des pouvoirs organisateurs et les représentants des membres du personnel technique peuvent se faire assister de conseillers techniques dont le nombre maximum est déterminé par le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 104 du décret du 31 janvier 2002 précité.

Art. 4. Les membres de la Commission paritaire centrale sont désignés pour une durée de quatre ans.

Leur mandat prend fin :

1^o en cas de démission;

2^o lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;

3^o en cas de décès.

Tout membre quittant la Commission paritaire est remplacé dans les trois mois qui suivent.

Le remplaçant achève le mandat de celui à la place duquel il est désigné.

Art. 5. La Commission paritaire centrale élabore son règlement d'ordre intérieur particulier qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 6. Il est alloué au président et au vice-président de la Commission paritaire centrale une indemnité forfaitaire de 50 euros par réunion à laquelle ils assistent, ainsi que le remboursement des frais de déplacement équivalents à un titre de transport par chemin de fer en première classe.

Il est alloué aux membres siégeant effectivement au sein de la Commission paritaire centrale le remboursement des frais de déplacement équivalent à un titre de transport par chemin de fer en première classe.

Art. 7. Les prestations accomplies par les membres du personnel au sein de la Commission paritaire centrale sont assimilées à des périodes d'activité de service.

CHAPITRE II. — *Des commissions paritaires locales*

Art. 8. Il est institué auprès de chaque pouvoir organisateur de centre(s) psycho-médico-social(aux) officiel(s) subventionné(s) une commission paritaire locale dont la compétence s'étend à l'ensemble des centres psycho-médico-sociaux organisés par ce pouvoir organisateur.

Art. 9. Les commissions paritaires locales exercent les compétences qui leur sont attribuées aux articles 3, 23, § 2, alinéa 1^{er} et §§ 6 et 9, 31, § 1^{er}, alinéa 6, et § 2, alinéa 4, 32, § 1^{er}, 10°, 33, dernier alinéa, 42, 3°, 43, § 2 et 111 du décret du 31 janvier 2002 précité.

Dans le cadre des attributions leur reconnues par l'article 111, 1° à 3°, du décret du 31 janvier 2002 précité, les commissions paritaires locales ont notamment pour missions :

1° de fixer l'organisation et les conditions d'exercice des prestations complémentaires;

2° de donner un avis dans les matières suivantes :

- rationalisation et programmation;
- formation en cours de carrière des membres du personnel technique;
- élaboration et mise en œuvre du programme d'activité et du programme annuel;
- sécurité-hygiène et embellissement des lieux de travail;
- organisations de permanences durant les vacances annuelles;

3° de vérifier les listes des mises en disponibilité et des réaffectations effectuées au sein des pouvoirs organisateurs sur base de l'ancienneté de service des membres du personnel technique. Cette vérification s'étend également à la liste des emplois vacants déclarés à la réaffectation.

Art. 10. Chacune des commissions paritaires locales visées à l'article 8 est constituée comme suit :

1° six membres effectifs et six membres suppléants représentant le pouvoir organisateur;

2° six membres effectifs et six membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés;

3° un président et un vice-président;

4° un secrétaire et un secrétaire adjoint.

La répartition des sièges entre les organisations représentatives des membres du personnel technique est décidée de commun accord au sein de chaque commission paritaire locale.

A défaut d'accord entre les organisations représentatives visées à l'alinéa précédent, il est procédé à un comptage du nombre d'affiliés en vue de démontrer la représentativité de chacune d'elles au sein du pouvoir organisateur concerné.

Le contrôle est effectué par des mandataires désignés à cette fin par les organes communautaires des centrales syndicales concernées.

En toute hypothèse, chaque organisation représentative des membres du personnel technique compte au minimum un représentant au sein des commissions paritaires locales.

Art. 11. Les membres des commissions paritaires locales sont désignés pour une durée de quatre ans.

Leur mandat prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;

3° en cas de décès.

Tout membre quittant une commission paritaire locale est remplacé dans les trois mois qui suivent.

Le remplaçant achève le mandat de celui à la place duquel il est désigné.

Au terme de deux années, une organisation représentative peut faire la demande d'un recomptage du nombre d'affiliés. Ce recomptage peut entraîner une nouvelle répartition du nombre de sièges au sein des organisations représentatives des membres du personnel technique.

Art. 12. Chaque commission paritaire locale élabore son règlement d'ordre intérieur particulier qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 13. Les prestations accomplies par les membres du personnel au sein des commissions paritaires locales sont assimilées à des périodes d'activité de service.

Art. 14. Le Ministre ayant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

VERTALING

N. 2002 — 4058

[2002/29558]

4 SEPTEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting van de paritaire commissies voor de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 31 januari 2002 houdende het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra, inzonderheid op artikel 101, § 1;

Gelet op de raadpleging van het onderhandelings- en overlegorgaan van de inrichtende machten van de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra erkend door de Regering en van de vereniging van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra, in de zin van de wet van 19 december 1974 houdende regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van de ambtenaren die van deze overheid afhangen en van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van voormelde wet;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 juli 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, gegeven op 11 juli 2002;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van het Comité van de lokale en regionale overheidsdiensten - sector II, van 18 juli 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord door het feit dat het decreet van 31 januari 2002 houdende het statuut van de leden van het gesubsidieerde technische personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra in werking is getreden op 1 maart 2002;

Overwegende dat artikel 101, § 1, van het voormeld decreet van 31 januari 2002 de Regering belast met de instelling van een centrale paritaire commissie en van plaatselijke paritaire commissies, voor de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra;

Overwegende de noodzakelijkheid zo vlug mogelijk bedoelde paritaire commissies in te stellen om aan de statutaire bepalingen vervat in het voormeld decreet van 31 januari 2002 en die de tussenkomst van bedoelde commissie vereisten de mogelijkheid te geven volkomen uitwerking te hebben;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juli 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het technisch personeel van de psycho-medische sociale centra behoort en van de Minister tot wiens bevoegdheid de psycho-medische sociale centra behoren;

Gelet op de beraadslaging van 4 september 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — De Centrale Paritaire Commissie

Artikel 1. Er wordt een Centrale Paritaire Commissie ingesteld voor de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra, hierna « de Centrale Paritaire Commissie » genoemd, waarvan de bevoegdheid alle gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra bestrijkt.

Art. 2. De Centrale Paritaire Commissie oefent de bevoegdheden uit die haar worden toegewezen bij de artikelen 24, eerste lid en 107 van het decreet van 31 januari 2002 houdende het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra.

Art. 3. De Centrale Paritaire Commissie is als volgt samengesteld :

1° zes effectieve leden en zes plaatsvervangende leden die de inrichtende machten van de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra vertegenwoordigen;

2° zes effectieve leden en zes plaatsvervangende leden die de representatieve verenigingen van de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra vertegenwoordigen;

3° een voorzitter en een ondervoorzitter;

4° een referendaris wiens opdracht erin bestaat de commissie met raad bij te staan;

5° een secretaris en een adjunct-secretaris, gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie.

De vertegenwoordigers van de inrichtende machten en de vertegenwoordigers van de leden van het technisch personeel mogen zich laten bijstaan door technische raadgevers waarvan het maximaal aantal wordt bepaald in het huishoudelijk reglement bedoeld bij artikel 104 van het voormeld decreet van 31 januari 2002.

Art. 4. De leden van de Centrale Paritaire Commissie worden aangesteld voor vier jaar.

Hun mandaat loopt ten einde :

1° bij ontslagneming;

2° wanneer de organisatie die betrokken lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt;

3° bij overlijden.

Ieder lid dat de Paritaire Commissie verlaat wordt vervangen binnen de drie maanden die volgen.

De vervanger voleindigt het mandaat van het lid in de plaats van wie hij wordt aangesteld.

Art. 5. De Centrale Paritaire Commissie stelt haar eigen huishoudelijk reglement op dat zij aan de Regering ter goedkeuring voorlegt.

Art. 6. Aan de voorzitter en aan de ondervoorzitter van de Centrale Paritaire Commissie wordt een vast vergoeding van 50 euro uitgekeerd per vergadering waaraan zij deelnemen evenals de terugbetaling van de reiskosten die overeenstemt met een vervoerbiljet per trein in eerste klasse.

Aan de leden die werkelijk zetelen in de Centrale Paritaire Commissie worden de reiskosten terugbetaald die overeenstemmen met een vervoerbiljet per trein in eerste klasse.

Art. 7. De prestatie geleverd door de personeelsleden in de Centrale Paritaire Commissie worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

HOOFDSTUK II. — *De plaatselijke paritaire commissies*

Art. 8. Er wordt bij elke inrichtende macht van gesubsidieerd(e) officieel (officiële) psycho-medisch(e) sociaal (sociale) centrum (centra) een plaatselijke paritaire commissie ingesteld, waarvan de bevoegdheid al de door deze inrichtende macht georganiseerde psycho-medische sociale centra bestrijkt.

Art. 9. De plaatselijke paritaire commissies oefenen de bevoegdheden uit die haar worden toegewezen bij de artikelen 3, 23, § 2, eerste lid en §§ 6 en 9, 31 § 1, lid 6 en § 2, lid 4, 32, § 1, 10°, 33, laatste lid, 42, 3°, 43, § 2 en 111 van voormeld decreet van 31 januari 2002.

In het kader van de bevoegdheden die hen erkend zijn bij artikel 111, 1° tot 3°, van het voormeld decreet van 31 januari 2002 hebben de plaatselijke paritaire commissies onder andere als opdracht :

1° de organisatie en de voorwaarden bepalen waaronder bijkomende prestaties worden geleverd;

2° een advies uit te brengen in de volgende materies :

- rationalisatie en programmatie;
- vorming tijdens de loopbaan van de leden van het technisch personeel;
- uitwerking en uitvoering van het activiteiten- en van het jaarprogramma;
- veiligheidgezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen;
- organisatie van zitdagen tijdens het jaarlijks verlof;

3° de lijsten nazien van de terbeschikkingstelling en van de reffectaties doorgevoerd door de inrichtende machten op basis van de dienstanciënniteit van de leden van het technisch personeel. Deze verificatie wordt ook uitgevoerd voor de lijst van de vacante betrekkingen die voor reffectatie worden medegedeeld.

Art. 10. Elke plaatselijke paritaire commissie bedoeld bij artikel 8 is als volgt samengesteld :

1° zes effectieve leden en zes plaatsvervangende leden die de inrichtende macht vertegenwoordigen;

2° zes effectieve leden en zes plaatsvervangende leden die de representatieve verenigingen van de leden van het technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medische sociale centra vertegenwoordigen;

3° een voorzitter en een ondervoorzitter;

4° een secretaris en een adjunct-secretaris.

De verdeling van de zetels onder de representatieve organisaties van de leden van het technisch personeel wordt in gemeen overleg in elke plaatselijke paritaire commissie beslist.

Bij gebrek aan een overeenkomst tussen de representatieve organisaties bedoeld in vorig lid, wordt er overgegaan tot een telling van het aantal aangeslotenen om de representativiteit van elke organisatie in de betrokken inrichtende macht te laten blijken.

De controle wordt uitgevoerd door mandatarissen daartoe aangewezen door de gemeenschappelijke organen van betrokken vakverenigingen.

In gelijk welke veronderstelling, kan elke representatieve organisatie van de leden van het technisch personeel tenminste rekenen op een vertegenwoordiger in de plaatselijke paritaire commissies.

Art. 11. De leden van de plaatselijke paritaire commissies worden aangesteld voor vier jaar.

Hun mandaat loopt ten einde :

1° bij ontslagneming;

2° wanneer de organisatie die betrokken lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt;

3° bij overlijden.

Ieder lid dat een plaatselijke paritaire commissie verlaat, wordt vervangen binnen de drie maanden die volgen.

De vervanger voleindigt het mandaat van het lid in de plaats van wie hij wordt aangesteld.

Na twee jaar kan een representatieve organisatie een aanvraag tot hertelling van het aantal aangesloten leden aanvragen. Deze hertelling kan een nieuwe verdeling van het aantal zetels in de organisaties die de leden van het technisch personeel vertegenwoordigen tot gevolg hebben.

Art. 12. Elke plaatselijke paritaire commissie stelt haar eigen huishoudelijk reglement op dat zij aan de Regering ter goedkeuring voorlegt.

Art. 13. De prestaties geleverd door de personeelsleden in de plaatselijke paritaire commissies worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheid het technisch personeel van de psycho-medische sociale centra behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 2002.

Vawege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE



F. 2002 — 4059

[2002/29555]

4 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création de la Commission paritaire centrale des Centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels subventionnés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, notamment l'article 111, § 1^{er};

Vu la consultation de l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs des centres libres confessionnels subventionnés reconnu par le Gouvernement et des groupements du personnel technique des centres libres confessionnels subventionnés, affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juillet 2002;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 11 juillet 2002;

Vu l'urgence motivée par le fait que le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés est entré en vigueur le 1^{er} mars 2002;

Considérant que l'article 111, § 1^{er}, du décret du 31 janvier 2002 précité charge le Gouvernement d'instituer deux Commissions paritaires centrales, compétentes respectivement pour les centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels subventionnés et pour les centres psycho-médico-sociaux libres non confessionnels subventionnés;

Qu'à l'heure actuelle, seuls des centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels subventionnés sont organisés;

Considérant la nécessité d'instituer dans les plus brefs délais une Commission paritaire centrale pour les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés de caractère confessionnel afin de permettre aux dispositions statutaires contenues dans le décret du 31 janvier 2002 précité et qui impliquent l'intervention de ladite Commission de sortir leur plein effet;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 24 juillet 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions et du Ministre ayant les centres psycho-médico-sociaux dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué une Commission paritaire centrale des centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels subventionnés, ci-après dénommée « la Commission paritaire centrale », dont la compétence s'étend à tous les centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels subventionnés.

Art. 2. La Commission paritaire centrale exerce les compétences qui lui sont attribuées aux articles 32 et 117 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres confessionnels subventionnés.